



Programme Alimentaire Mondial

**Deuxième session ordinaire du
Conseil d'administration
Rome, 14–18 novembre 2016**

Distribution: Générale

Date: 24 octobre 2016

Original: Anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2016/8-B/4

Projets soumis au Conseil d'administration pour approbation

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Interventions prolongées de secours et de redressement — Ukraine 200953

Assistance en faveur des populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire qui sont touchées par le conflit et la perte des moyens d'existence dans l'est de l'Ukraine

Nombre de bénéficiaires	220 000
Durée du projet	1 ^{er} janvier–31 décembre 2017
Marqueur de l'égalité hommes-femmes *	2A
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	7 076 tonnes
Coût (en dollars des États-Unis)	
Produits alimentaires et coûts connexes	7 666 201
Transferts de type monétaire et coûts connexes	21 102 400
Développement et augmentation des capacités	99 589
Coût total pour le PAM	35 746 739

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

Après deux ans de conflit, la situation sur le plan de la sécurité reste fragile dans l'est de l'Ukraine. Le conflit et l'impasse politique ont des répercussions sur les personnes et les communautés dans tout le pays. D'après les estimations, 1,1 million de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire et nombre d'entre elles recourent à des mécanismes de survie préjudiciables. Le Gouvernement continue de se heurter à des difficultés considérables, notamment l'aggravation de la crise économique et la nécessité urgente de procéder à une réforme sociale et budgétaire. Faute d'intervention à moyen et long terme, un nombre croissant de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire dans les mois et les années à venir.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi
Directeur régional
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et
Asie centrale
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

Mme D. Ellehammer
Directrice de pays
courriel: dorte.ellehammer@wfp.org

L'intervention prolongée de secours et de redressement qui est proposée s'appuie sur les activités et les enseignements tirés de l'opération d'urgence 200765. Elle a été conçue à la lumière d'études préalables, d'évaluations et de consultations participatives, qui ont permis d'affiner la stratégie en matière de programme et le choix des modalités de transfert. Le PAM répondra aux besoins alimentaires des personnes les plus vulnérables dans l'est de l'Ukraine, tout en appuyant **progressivement** les premières phases du redressement. L'intervention est conforme au Plan stratégique du PAM pour 2017–2021, ainsi qu'à ses politiques et directives en matière de problématique hommes-femmes et de protection. Elle est guidée par les objectifs de développement durable 2 et 17, et favorise les partenariats ainsi que les stratégies et plans nationaux visant à éliminer la faim.

L'intervention est conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement; elle contribue à la Stratégie et au Plan d'action uniques et complets du Gouvernement pour l'agriculture et le développement rural en Ukraine pour 2015–2020 en renforçant les systèmes liés à la sécurité alimentaire et au suivi; et elle est harmonisée avec les dispositifs nationaux de protection sociale. Elle fait également fond sur les priorités du plan d'aide humanitaire et des plans de redressement nationaux.

Projet de décision*

Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Ukraine 200953, "Assistance en faveur des populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire qui sont touchées par le conflit et la perte des moyens d'existence dans l'est de l'Ukraine" (WFP/EB.2/2016/8-B/4), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Analyse de la situation

Contexte

1. En juillet 2016, les estimations chiffraient à 1 million le nombre de personnes déplacées dans l'est de l'Ukraine. Des restrictions continuent d'entraver la liberté de circulation et d'autres droits fondamentaux sont encore bafoués. L'effondrement de l'état de droit dans les zones touchées par le conflit et le marasme économique ont accru la vulnérabilité des femmes et des filles face à la violence sexuelle et sexiste. La détérioration des infrastructures essentielles continue d'avoir des répercussions préjudiciables pour des centaines de milliers de personnes. Environ 65 pour cent des personnes vivant dans la zone contrôlée par le Gouvernement comme dans la zone non contrôlée par le Gouvernement ont subi une perte de revenu en 2015¹.
2. La situation des femmes en Ukraine est particulièrement préoccupante. La population déplacée est en majeure partie féminine, de nombreux hommes adultes restant sur place pour s'occuper de leurs biens et actifs dans leur région d'origine. Soixante pour cent des ménages bénéficiaires aidés par le PAM dans le pays sont dirigés par une femme. Les coupes effectuées au niveau des dépenses publiques ont considérablement réduit les prestations sociales et sanitaires et alourdi le fardeau pesant sur les femmes qui s'occupent de parents âgés, handicapés ou malades. L'épidémie de VIH/sida s'étend et le nombre de cas de tuberculose multirésistante est élevé.
3. En 2016, la réduction des hostilités offre quelques perspectives en matière de redressement rapide et de relèvement. Le PAM profitera de cette occasion pour lancer progressivement des activités de redressement et de relèvement pendant la période de prolongation de l'opération d'urgence en cours entre juillet et décembre 2016. Il est ressorti des consultations tenues avec le Gouvernement et les autorités de facto qu'ils sont favorables au lancement d'activités de redressement rapide – même sur fond de situation d'urgence – afin de permettre un retour à la normale pour les populations touchées dans l'est de l'Ukraine. Depuis le début de l'année 2016, cette transition progressive vers des activités axées sur le redressement rapide et les moyens d'existence revêt de plus en plus un caractère prioritaire pour le module de la sécurité alimentaire.

TABLEAU 1: DONNÉES DE RÉFÉRENCE SUR LE PAYS	
Nombre d'habitants	44 429 471
Revenu national brut par habitant	8 560 dollars (en parité de pouvoir d'achat)
Classement selon l'Indice de développement humain de 2014	81 ^{ème} rang sur 188 pays
Indice d'inégalité de genre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	0,286 –57 ^{ème} rang sur 155 pays (indice de développement humain de 2014)
Proportion de la population ayant effectué au moins en partie des études secondaires	92% des femmes/96% des hommes
Proportion de la population ayant suivi un enseignement tertiaire	37% des femmes/53% des hommes
Espérance de vie à la naissance	71,4 ans: 66,2 ans pour les hommes et 76,4 ans pour les femmes

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

4. Selon les données recueillies par le biais du système de suivi de la sécurité alimentaire du PAM, 1,1 million de personnes demeurent en situation d'insécurité alimentaire dans les deux régions touchées par le conflit, à savoir Louhansk et Donetsk. Environ 60 pour cent des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivent dans la zone non contrôlée par le Gouvernement et dans la zone tampon. Les personnes déplacées dans la zone contrôlée par le Gouvernement restent parmi les plus exposées à l'insécurité alimentaire. La gravité de l'insécurité alimentaire s'est

¹ Évaluation de la sécurité alimentaire réalisée par le PAM, 2015:
<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp281920.pdf>.

atténuée dans la zone non contrôlée par le Gouvernement, ce qui pourrait être dû à l'assistance humanitaire apportée par le PAM et d'autres organismes, et à la légère amélioration des conditions de sécurité.

5. D'après les données disponibles, les niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés concernent les personnes vivant dans la zone non contrôlée par le Gouvernement de Louhansk (34 pour cent), la zone tampon de Louhansk (18 pour cent), la zone non contrôlée par le Gouvernement de Donetsk (18 pour cent) et les personnes déplacées vivant dans la zone contrôlée par le Gouvernement (19 pour cent)². Les prestations sociales restent la principale source de revenu pour 56 pour cent des ménages dans toutes les zones étudiées², bien que les procédures de vérification exigées par le Ministère ukrainien de la politique sociale aient entraîné des écarts et des perturbations.
6. Près de la moitié des ménages interrogés par le PAM ont eu recours à une stratégie de survie consistant à réduire leurs dépenses de santé et d'éducation. Quelque 25 pour cent de tous les ménages ont accumulé des dettes, principalement pour acheter de la nourriture. L'augmentation récente des prix des services publics a eu des répercussions supplémentaires sur la situation financière déjà difficile des ménages. Parmi les autres stratégies de survie adoptées figurent le recours à des moyens d'existence à haut risque tels que l'exploitation minière illégale et les menus larcins. Il est fréquent que les hommes jeunes et d'âge moyen s'engagent dans les milices locales. Les ménages dirigés par une femme, en particulier ceux avec des enfants, sont les plus susceptibles d'adopter des stratégies de survie préjudiciables.
7. En moyenne, 60 pour cent des ménages – en particulier ceux vivant dans la zone tampon – n'ont pas de revenu complémentaire et sont fortement tributaires des prestations sociales et de l'assistance humanitaire. Plus de 60 pour cent des ménages déplacés consacrent plus de 50 pour cent de leurs dépenses mensuelles totales à l'alimentation.
8. L'agriculture de subsistance constitue la deuxième plus grande source de nourriture, en particulier pour les ménages vivant en milieu rural et ayant accès à la terre. La hausse de la production agricole des ménages est principalement entravée par le prix élevé des semences et des engrais et le manque d'accès à l'eau pour l'irrigation.
9. D'après les données de référence disponibles et celles issues du suivi post-distribution, la quasi-totalité des indicateurs d'effets directs se rapportant aux bénéficiaires se sont nettement améliorés après réception de l'assistance fournie par le PAM, pour les ménages dirigés par un homme comme pour ceux ayant une femme à leur tête. Les niveaux de référence s'agissant de la consommation alimentaire étaient plus bas dans le cas des ménages dirigés par une femme vivant dans la zone contrôlée ou la zone non contrôlée par le Gouvernement, en particulier dans la zone non contrôlée par le Gouvernement de Louhansk, où les possibilités d'emploi étaient nettement moins nombreuses que dans la zone non contrôlée par le Gouvernement de Donetsk. Cependant, une fois l'assistance du PAM fournie, les scores de consommation alimentaire des ménages dirigés par une femme se sont améliorés, atteignant quasiment le niveau des ménages dirigés par un homme. Les scores de consommation alimentaire relevés dans le cadre du suivi post-distribution atteignaient un niveau acceptable pour neuf ménages sur dix, sans écart significatif entre ceux dirigés par une femme et ceux dirigés par un homme.
10. Chez les bénéficiaires de la zone contrôlée par le Gouvernement et la zone non contrôlée, l'assistance du PAM a également contribué à la diversification de l'alimentation et au recul du recours à des stratégies de survie préjudiciables pour satisfaire aux besoins alimentaires de base.
11. Le taux de malnutrition aiguë chez les nourrissons et les enfants était bas avant le conflit³ et la situation n'a pas changé. Les évaluations menées en 2015 par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Save the Children ont confirmé ces constatations.

² Point sur la sécurité alimentaire, PAM, juin 2016.

³ Les évaluations de la nutrition en situation d'urgence réalisées en juin 2015 n'avaient relevé aucun cas de malnutrition aiguë sévère et que quelques cas de malnutrition aiguë modérée.

12. Le PAM, le module de la sécurité alimentaire et d'autres parties prenantes effectuent une évaluation multisectorielle des besoins pour cerner les vulnérabilités et éclairer le ciblage et les activités d'appui aux moyens d'existence et au redressement⁴.

TABLEAU 2: DONNÉES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À LA NUTRITION	
Prévalence de l'insécurité alimentaire	Personnes en situation d'insécurité alimentaire: 1,1 million – 650 000 femmes/filles, 450 000 hommes/garçons Parmi la population touchée par le conflit: 13,5% des hommes/garçons, 23,4% des femmes/filles Parmi la communauté des personnes déplacées: 15% des hommes/garçons, 21% des femmes/filles
Indice de la faim dans le monde	< 5*
Indice de la sécurité alimentaire dans le monde	59 ^{ème} rang, score de 56,1**
Prévalence du retard de croissance – enfants de moins de 5 ans	7,4*
Prévalence de l'émaciation/la malnutrition aiguë globale – enfants de 6 à 59 mois	< 5%
Prévalence de la malnutrition aiguë modérée – enfants de 6 à 59 mois	0%
Prévalence d'un faible indice de masse corporelle – femmes en âge de procréer	(18–49 ans) –3,9% en moyenne***
Prévalence de l'anémie –population totale	1,08% (2013)

* <http://ghi.ifpri.org/countries/UKR/>.

** <http://foodsecurityindex.eiu.com/Country/Details#Ukraine>.

*** Service ukrainien de statistique. Rapport sur les caractéristiques sociales et démographiques des ménages ukrainiens en 2016.

Gouvernement

13. La présente intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) concorde avec les politiques du Gouvernement en matière de sécurité alimentaire et avec ses filets de protection sociale centrés sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le PAM travaille en coordination avec le Ministère ukrainien de la politique sociale et améliore en permanence ses méthodes de ciblage des groupes les plus vulnérables, afin de les orienter vers ces filets de protection sociale. Parmi les nouvelles technologies utilisées pour gérer les données relatives aux bénéficiaires et améliorer le ciblage figure le système de gestion des opérations en espèces (SCOPE) du PAM, qui est une plateforme numérique de gestion des informations relatives aux bénéficiaires; les technologies de ce type renforceront encore les systèmes d'information développés par le Ministère de la politique sociale. La plateforme SCOPE a été expérimentée avec succès en Ukraine et le PAM prévoit de l'utiliser dans le cadre de toutes les activités futures.
14. Le PAM renforcera sa collaboration avec le Service ukrainien de statistique et il prévoit notamment de l'aider à intégrer des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire dans les enquêtes qu'il mène régulièrement à l'échelle nationale. La première phase comprendra une analyse des données actuelles et un exercice de développement des capacités pour le personnel du service.

⁴ Cette évaluation est actuellement menée par l'équipe REACH en Ukraine (<http://www.reach-initiative.org/where-we-work/ongoing-field-presence/ukraine>).

15. Dans la feuille de route du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), le PAM s'attache en priorité à aider le Gouvernement à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) 2 et 17. En avril 2016, le Ministère des territoires temporairement occupés et en charge des déplacés a été créé pour faire face aux difficultés et aux besoins engendrés par le conflit armé. Cette mesure est positive, et étant donné que le ministère est désormais opérationnel, le PAM a accentué sa collaboration avec lui pour veiller à ce que la mise en œuvre de l'IPSR aille dans le sens des priorités ministérielles.

Autres partenaires

16. Les partenariats établis dans le cadre de l'opération d'urgence seront renforcés pendant la mise en œuvre de l'IPSR. Le PAM privilégiera les partenariats stratégiques avec l'UNICEF pour les initiatives de sensibilisation à la nutrition et ceux noués avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour les activités d'appui aux moyens d'existence et de renforcement de la résilience. Le PAM, le HCR et l'UNICEF ont signé un accord pour mener des projets complémentaires dans le cadre de l'opération d'urgence en cours, qui devrait se poursuivre en 2017.
17. Le PAM participe à la structure de coordination de l'Ukraine, notamment l'équipe de pays pour l'action humanitaire, et assure la liaison avec le forum des organisations non gouvernementales (ONG). Il est le chef de file du module de la logistique et codirige celui de la sécurité alimentaire avec la FAO. En tant que partenaires dans le sous-groupe de la nutrition, le PAM et l'UNICEF dirigent ensemble l'équipe spéciale pour le plaidoyer sur les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants⁵, qui établit des supports de communication destinés aux aidants des deux sexes pour favoriser une évolution durable des comportements et promouvoir l'égalité entre les sexes. Le PAM étudie également la possibilité d'incorporer des initiatives à dimension nutritionnelle en associant les transferts de type monétaire à des messages sur une alimentation saine, notamment pour les ménages comprenant de jeunes enfants.
18. Le PAM travaille en coordination avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation des Nations Unies pour rationaliser ses interventions et renforcer les critères de ciblage en vue de venir en aide aux groupes les plus vulnérables, comme les personnes vivant avec le VIH/sida et les patients atteints de tuberculose. En tant que membre d'ONUSIDA, de l'équipe de pays pour l'action humanitaire et du module de la sécurité alimentaire, le PAM peut coordonner ses plans et activités avec ceux d'autres organismes des Nations Unies et des ONG. L'IPSR sera conforme au Programme commun des Nations Unies d'appui à la lutte contre le sida en Ukraine pour 2012-2016, et à la Stratégie d'ONUSIDA pour 2016-2021. Le PAM contribue à la prise de décisions de haut niveau concernant le VIH et la tuberculose à la faveur de sa participation au sous-groupe de travail de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) consacré au VIH, à la tuberculose et à la thérapie de substitution des opioïdes, et il fait partie du Groupe thématique des Nations Unies sur l'égalité des sexes dirigé par ONU-Femmes.
19. Le PAM travaille avec sept ONG partenaires coopérantes et des acteurs du secteur privé pour ce qui est des transferts de type monétaire sous forme de bons électroniques et du suivi par des tiers. Il continuera de renforcer les capacités de ses partenaires en assurant des formations consacrées à la sélection des bénéficiaires, à la nutrition, à la protection, à la problématique hommes-femmes, au suivi et à l'établissement de rapports. Par le biais de ses partenaires, le PAM sensibilise l'opinion au niveau des communautés et encourage la participation des populations touchées, tout en veillant à fournir une assistance alimentaire dans de bonnes conditions de sécurité et dans le respect de la dignité des personnes.

⁵ L'UNICEF a fourni au PAM 20 000 brochures promouvant les pratiques adéquates en matière d'allaitement et d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, afin qu'elles soient distribuées aux mères de nourrissons et d'enfants en bas âge pendant les distributions générales de vivres, et aux femmes enceintes et mères allaitantes dans les hôpitaux où le PAM distribue des aliments.

Concordance avec les stratégies

20. La période couverte par l'IPSR a été arrêtée en tenant compte de l'impasse politique actuelle, des perspectives en matière de sécurité et du cycle actuel du PNUAD (2012–2017)⁶. Selon l'examen récent du PNUAD en Ukraine, le PAM était bien placé pour axer davantage son action sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et renforcer les liens avec le Défi Faim zéro.
21. La feuille de route du PNUAD a déterminé trois dimensions prioritaires pour les interventions à court, moyen et long termes. Pour aider le Gouvernement à mettre en œuvre le Programme 2030 et à atteindre les ODD, le PAM concentrera son action sur les deux premières dimensions:
- l'intervention humanitaire, notamment pour les régions touchées par le conflit et les personnes déplacées;
 - le redressement, la stabilisation et le relèvement pour l'est de l'Ukraine et d'autres régions touchées; et
 - des réformes à long terme de la gouvernance à l'échelle du pays pour promouvoir et renforcer la stabilité sociale et la gouvernance démocratique.
22. La Stratégie et le Plan d'action uniques et complets du Gouvernement pour l'agriculture et le développement rural en Ukraine pour 2015–2020 ont souligné la nécessité de consolider le modèle de sécurité alimentaire actuel, en particulier sur le plan du ciblage et du suivi de la sécurité alimentaire.

TABLEAU 3: HIÉRARCHIE DES RÉSULTATS

Objectif stratégique	Résultat stratégique/ plan d'action humanitaire national	Activité	Modalité
Objectif stratégique 1: Aider l'Ukraine à atteindre l'objectif Faim zéro (ODD 2)			
<p>Objectif stratégique 1: Éliminer la faim (en préservant l'accès à l'alimentation)</p> <p>Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture</p> <p>Effet direct opérationnel 1.1.1 Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés</p> <p>Effet direct opérationnel 1.1.4 Amélioration et maintien de l'accès des communautés et des ménages ciblés à des moyens d'existence</p>	<p>Objectif stratégique 1: action humanitaire, notamment pour les régions touchées par le conflit et les personnes déplacées</p>	<p>Assistance alimentaire générale</p> <p>Assistance alimentaire pour la création d'actifs/ la formation (3A/AAF)</p>	<p>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</p> <p>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</p>
Objectif stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD (ODD 17)			
<p>Objectif stratégique 5: Renforcer les moyens de mise en œuvre</p> <p>Résultat stratégique 5: L'Ukraine a des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD</p> <p>Effet direct opérationnel 5.5.2 Renforcement des systèmes nationaux d'évaluation, de suivi et d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition</p>	<p>Objectif stratégique 2: Redressement, stabilisation et relèvement dans l'est de l'Ukraine et les autres régions touchées</p>	<p>Développement des capacités des partenaires et des institutions</p>	

⁶ Le projet final de prolongation du PNUAD sera soumis au Cabinet des Ministres de l'Ukraine d'ici à janvier 2017.

Intervention du PAM

Enseignements tirés de l'expérience

23. Dans le cadre de l'opération d'urgence 200765 en cours, le PAM a prévu de venir en aide à 588 000 personnes touchées par le conflit dans l'est de l'Ukraine, en associant des colis de vivres achetés localement et des transferts de type monétaire. L'IPSR, qui s'appuiera sur les activités et les enseignements tirés de l'opération d'urgence, a été établie en tenant compte d'évaluations et de consultations, et notamment des recommandations formulées à l'issue de la mission d'évaluation réalisée par le PAM (janvier–février 2016).
24. Lors de cette mission d'évaluation, il a été constaté que le PAM avait intégré la problématique hommes-femmes dans les évaluations des besoins, la mise en œuvre, le suivi et les rapports relatifs à l'assistance alimentaire, y compris ses services de sensibilisation des bénéficiaires et ses lignes téléphoniques directes établies à l'intention de ceux-ci. Le système détaillé de suivi et d'évaluation établi dès les premières phases de l'opération d'urgence, qui comprenait des données de référence sur la situation telle qu'elle était avant l'assistance, s'est révélé précieux pour mesurer les résultats au fil du temps. Le PAM continuera de recueillir des données ventilées par âge et par sexe, d'effectuer des évaluations pour cerner les besoins des groupes à haut risque et y répondre, et d'envisager différents critères pour hiérarchiser les activités par ordre de priorité dans les zones contrôlées et non contrôlées par le Gouvernement, en tenant compte de l'évolution des contextes et des niveaux d'accès différents pour les personnes des deux sexes et les divers groupes d'âge.
25. Comme l'a recommandé la mission d'évaluation, l'IPSR prévoit des réserves pour les urgences imprévues. L'accent est fermement mis sur le redressement ainsi que le développement des capacités du Gouvernement national et des autorités locales, l'objectif étant de définir une stratégie claire de transfert des responsabilités et de retrait.

Activités et modalités

26. L'IPSR mettra l'accent sur deux activités essentielles conçues pour répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire à court et à moyen terme des populations vulnérables dans l'est de l'Ukraine. Elle intègre des questions transversales telles que la problématique hommes-femmes et la protection, tout en tenant compte des facteurs saisonniers.
27. Composante 1: le PAM poursuivra les activités d'assistance alimentaire générale pour les groupes les plus vulnérables figurant dans le plan de hiérarchisation des priorités. L'assistance alimentaire générale associera la distribution de vivres et des transferts de type monétaire. Le PAM amplifiera l'utilisation des transferts de type monétaire lorsque les conditions le permettront, en fonction de l'infrastructure financière et de l'état du marché. Cette amplification aura probablement des incidences positives indirectes à l'échelle locale sur les marchés, les chaînes de valeur et les moyens d'existence.
28. Composante 2: le PAM et ses partenaires mettront en œuvre à petite échelle et au niveau des ménages des activités de redressement rapide, principalement au printemps et en été. Des activités axées sur les moyens d'existence seront menées dans le cadre de l'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et de l'assistance alimentaire pour la formation (AAF), en utilisant à la fois des transferts en nature et des transferts de type monétaire sous forme de bons électroniques. Ces activités viseront à améliorer les moyens d'existence locaux en augmentant les revenus, en diversifiant les cultures et en remettant en état les moyens de production adaptés au contexte local, compte tenu de l'expérience du PAM et de ses partenaires.
29. Des activités 3A doivent être menées dans les zones rurales et urbaines accueillant un grand nombre de ménages déplacés. Elles mettront l'accent sur la remise en état des infrastructures sociales et des moyens de production faisant appel à des méthodes participatives et aux analyses des disparités entre les sexes. Comme décidé lors des consultations avec les parties prenantes, les activités appuieront l'agriculture familiale et renforceront les moyens d'existence existants des ménages. Jusqu'à 20 pour cent des habitants des grandes villes et 50 pour cent des personnes en milieu rural dans l'est se livrent à la production vivrière, fruits et légumes principalement. La saison de croissance est généralement l'été et la moitié des produits sont vendus pour en tirer un

revenu. En plus de constituer une stratégie de survie, ces activités sont devenues une autre option de subsistance dans l'est de l'Ukraine. Les activités 3A recensées englobent l'agriculture, le traitement des produits alimentaires, la remise en état des écoles et des jardins, et l'amélioration de l'accès aux marchés.

30. Des intrants agricoles et une assistance technique seront fournis conjointement avec la FAO et aux côtés des autorités locales dans les zones rurales, afin d'accroître la production vivrière des ménages là où des terres sont disponibles et accessibles. Les activités AAF et l'investissement consacré au capital humain cibleront les femmes et les jeunes chômeurs. La formation professionnelle, assurée par un large éventail de partenaires, sera appuyée à la faveur des activités AAF. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec l'UNICEF et ses partenaires pour organiser des sessions de sensibilisation à la nutrition dans le cadre de la mise en œuvre de l'IPSR. Pour les activités 3A et la valorisation du capital humain grâce à la formation, le PAM complètera le travail du Gouvernement et d'autres organismes des Nations Unies.
31. Les données du PAM montrent que les femmes bénéficiaires jouent un rôle important dans la prise de décisions relatives à l'utilisation des produits alimentaires au sein des ménages. Les femmes et les filles ont les mêmes droits que les hommes et les garçons dans les sphères économique, politique, culturelle et sociale, et dans le cercle familial. Néanmoins, selon des analyses récentes, les niveaux de consommation alimentaire inadéquats sont nettement plus élevés pour les ménages dirigés par une femme que pour ceux dirigés par un homme. Cette situation résulte du contexte socioéconomique du pays et du fait que les femmes ont des revenus moins élevés. L'assistance alimentaire du PAM cible donc en priorité ce groupe vulnérable.

Durabilité

32. Pour assurer un transfert sans heurt des responsabilités, le PAM a mobilisé les parties prenantes, notamment le Gouvernement, des ONG locales et les communautés, afin de les inciter à prendre des activités en mains et de garantir la durabilité une fois que son assistance aura pris fin. Parmi les risques contextuels et programmatiques pesant sur la réalisation des objectifs des projets figurent l'imprévisibilité du contexte politique et des conditions de sécurité en Ukraine ainsi que l'évolution des priorités des donateurs, qui pourraient entraîner des déficits budgétaires. Pour atténuer ces risques, le PAM continuera de renforcer son approche axée sur les partenariats, en mobilisant la société civile locale pour garantir la durabilité. En outre, il continuera de travailler en coordination avec d'autres organismes des Nations Unies et le forum des ONG pour mesurer et évaluer tous les risques potentiels et les stratégies d'atténuation envisageables.

Bénéficiaires et ciblage

33. Dans le cadre de cette IPSR, le PAM apportera une assistance alimentaire à 220 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire dans l'est de l'Ukraine, touché par le conflit. Les personnes concernées restantes seront ciblées par le Comité international de la Croix-Rouge, des fondations privées et d'autres acteurs. Les estimations du nombre de bénéficiaires et les types d'activité prennent en compte à la fois les facteurs saisonniers et la faisabilité des opérations. Les bénéficiaires de l'assistance alimentaire générale sont recensés en fonction de l'intensité de leurs besoins. Pour les bénéficiaires des activités 3A et AAF, une prévision réaliste des fonds disponibles sera prise en considération.
34. Les secours reposant sur une assistance alimentaire générale cibleront 70 000 personnes – dont 50 000 recevront des transferts alimentaires et 20 000 des transferts de type monétaire – jugées gravement exposées à l'insécurité alimentaire selon le système de suivi de la sécurité alimentaire. Le PAM ciblera les personnes âgées et handicapées, les personnes vulnérables se trouvant dans l'impossibilité de quitter les zones de Donetsk et de Louhansk touchées par le conflit, et celles vivant dans la zone non contrôlée par le Gouvernement et la zone tampon. Il ciblera aussi les personnes dont le score de consommation alimentaire est insuffisant selon le système de suivi de la sécurité alimentaire, comme les personnes déplacées dans la zone contrôlée par le Gouvernement, et les ménages dirigés par une femme dans la zone non contrôlée par le Gouvernement de Louhansk, où 46 pour cent d'entre eux avaient une consommation alimentaire insuffisante ou limite. Les ménages dirigés par une femme vivant à Louhansk sont ceux qui

- adoptent les stratégies de survie les plus préjudiciables pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base, comme la vente de leurs moyens de production et la réduction des dépenses consacrées à la santé et à l'éducation.
35. Dans la mesure du possible, en collaboration avec le Ministère de la santé, le PAM ciblera les patients sous traitement antirétroviral ou antituberculeux et les personnes vivant avec le VIH. Cela est conforme à la stratégie d'ONUSIDA visant à éliminer le VIH, l'objectif étant de renforcer l'observance du traitement et donc son efficacité en améliorant l'accès à la nourriture. Le PAM continuera de coordonner cette activité avec ONUSIDA.
 36. Les activités de redressement 3A/AAF cibleront 50 000 ménages et profiteront à 150 000 personnes (dont 30 000 recevront des vivres et 120 000 des transferts de type monétaire) jugées être en situation d'insécurité alimentaire modérée selon le système de suivi de la sécurité alimentaire. Des activités 3A seront mises en œuvre dans les zones présentant des conditions d'accès et de sécurité stables et où un suivi minutieux peut être effectué par l'intermédiaire des partenaires.
 37. Entre mai et juin 2016, le PAM a lancé une série d'ateliers sur la transition des interventions au redressement dans tout l'est de l'Ukraine, auxquels ont participé des collectivités et des autorités locales, des partenaires coopérants, des organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes; ces consultations ont fait intervenir des personnes de groupes d'âge et de sexe différents. Les personnes interrogées lors de discussions de groupe ont indiqué qu'il était plus facile pour les hommes que pour les femmes de trouver un emploi, car les hommes pouvaient être engagés pour des travaux manuels dans le domaine de la construction ou de l'agriculture. En outre, les hommes occupent souvent les postes d'encadrement, tandis que les femmes remplissent des tâches de secrétariat ou de supervision dans les secteurs de l'éducation et de la santé. De l'avis des participants, ces rôles étaient normaux et classiques.
 38. Il existe quatre saisons distinctes en Ukraine, dont des hivers rigoureux qui peuvent durer jusqu'à six mois. D'après les évaluations réalisées par le PAM, l'accès à la nourriture s'améliore au printemps et en été, lorsque les marchés locaux sont mieux approvisionnés et les produits alimentaires moins coûteux. Pendant ces mois, certains ménages pratiquent également la petite agriculture, qui constitue une source de nourriture et de revenus supplémentaire. Le PAM concentrera son assistance sur l'automne et l'hiver, périodes durant lesquelles l'accès à la nourriture est plus restreint et la population cible plus exposée à l'insécurité alimentaire.
 39. Le PAM déploie le système SCOPE pour affiner le ciblage et harmoniser les bases de données sur les bénéficiaires avec celles de ses partenaires. Les critères de ciblage continueront d'être révisés par le module de la sécurité alimentaire, à la lumière des données issues des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et d'évaluations conjointes. Les critères de ciblage du PAM concernent les hommes comme les femmes.

TABLEAU 4-A: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ – TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE*			
Activité	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
Assistance alimentaire générale	8 000	12 000	20 000
3A/AAF	48 000	72 000	120 000*
TOTAL	56 000	84 000	140 000

* 40 000 participants à des activités 3A/AAF, un ménage comptant en moyenne trois personnes (<http://www.ukrstat.gov.ua/>).

TABLEAU 4-B: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ – VIVRES			
Activité	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
Assistance alimentaire générale	20 000	30 000	50, 000
3A/AAF	12 000	18 000	30 000*
TOTAL	32 000	48 000	80 000

* 10 000 participants à des activités 3A/AAF, un ménage comptant en moyenne trois personnes.

Considérations nutritionnelles et rations/valeur des transferts de type monétaire

40. Les transferts de type monétaire, d'une valeur de 22 dollars par personne et par mois, couvrent 75 pour cent des besoins alimentaires quotidiens minimum, permettant aux bénéficiaires d'accéder à des aliments d'appoint, notamment ceux destinés aux enfants âgés de 6 à 23 mois.
41. La valeur du transfert prévu au titre des activités 3A est harmonisée avec le salaire minimum en Ukraine et correspond aux besoins alimentaires mensuels des ménages; elle est d'environ 66 dollars par participant et par mois⁷. La valeur sera ajustée en fonction du nombre de jours travaillés. Cela permettra de garantir une alimentation et une nutrition suffisantes pendant les activités 3A.
42. Le PAM continuera de surveiller les prix des produits alimentaires et le fonctionnement global des marchés, et il ajustera les modalités de transfert selon qu'il conviendra. Dans les zones où les marchés et l'infrastructure financière s'y prêtent, l'intervention continuera de faire appel aux transferts de type monétaire; dans les zones où les transferts de type monétaire ne peuvent être utilisés, une assistance en nature sera assurée.

TABLEAU 5: RATIONS ALIMENTAIRES ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE				
	Activité 1 Secours: assistance alimentaire générale		Activité 2 Redressement: activités 3A et AAF	
	Produits alimentaires (g/personne/jour)	Transferts de type monétaire	3A/AAF – Produits alimentaires (g/personne/jour)	3A/AAF – Transferts de type monétaire
Blé noir	66,67	-	66,67	-
Pâtes, macaronis	66,67	-	66,67	-
Huile, tournesol, non enrichie	33,33	-	33,33	-
Sucre	33,33	-	33,33	-
Sel iodé	6,67	-	6,67	-
Riz, blanc, long, étuvé	66,67	-	66,67	-
Farine de blé, blanche	66,67	-	66,67	-
Pois, secs, cassés	66,67	-	66,67	-
Autres produits	-	-	-	-
Dollars/personne/mois	n/d	22	n/d	22
TOTAL	406,67	22	406,67	22

⁷ Une loi annuelle fixe le salaire minimum.

TABLEAU 5: RATIONS ALIMENTAIRES ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE				
	Activité 1 Secours: assistance alimentaire générale		Activité 2 Redressement: activités 3A et AAF	
	Produits alimentaires (g/personne/jour)	Transferts de type monétaire	3A/AAF – Produits alimentaires (g/personne/jour)	3A/AAF – Transferts de type monétaire
Total kcal/jour	1 617	-	1 617	-
% kcal d'origine protéique	11,1	-	11,1	-
% kcal d'origine lipidique	21,4	-	21,4	-
Nombre de jours d'alimentation par mois	30	30	30	30

Chaîne d'approvisionnement

43. L'Ukraine étant un grand producteur d'aliments, de produits de base sont disponibles sur les marchés locaux à des prix compétitifs. La stratégie du PAM consiste à acheter localement en Ukraine toutes les denrées nécessaires selon les modalités "rendu au lieu de destination convenu", les fournisseurs devant fournir et livrer les colis de vivres aux partenaires coopérants du PAM dans la zone contrôlée par le Gouvernement et la zone non contrôlée par celui-ci.

Suivi et évaluation de la performance

44. L'IPSR est pleinement conforme au nouveau Cadre de résultats institutionnels, qui éclairera l'élaboration des systèmes de suivi, des indicateurs et des cadres logiques. Le système détaillé de suivi et d'évaluation en place comprend le suivi des effets directs, le suivi de la distribution, des visites sur le terrain/dans les magasins et des discussions de groupe. La ligne téléphonique directe à l'intention des bénéficiaires sera adaptée pendant la phase de transition de l'opération d'urgence à l'IPSR.
45. Une enquête de référence menée avant que l'IPSR ne soit mise en œuvre sera utilisée pour mesurer les progrès accomplis vers les résultats escomptés. Le système sera amélioré de manière à répondre aux besoins de l'IPSR en matière d'information et de recueillir les avis des bénéficiaires sur les nouvelles activités 3A et AAF. Le PAM prévoit d'embaucher des agents supplémentaires chargés du suivi sur le terrain et d'accroître la participation de tiers dans la zone contrôlée par le Gouvernement et celle qui ne l'est pas.
46. Le partenaire du PAM actuellement chargé du suivi, l'Institut international de sociologie de Kiev, a reçu une formation sur le suivi, l'analyse et l'établissement de rapports sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité. Une collaboration à plus long terme avec cet institut fournira un socle solide pour développer les capacités nationales de prise de décisions en matière de sécurité alimentaire après que le PAM aura transféré la responsabilité des activités à des homologues nationaux.

Gestion des risques

47. Parmi les risques contextuels et programmatiques pesant sur la réalisation des objectifs de l'IPSR figurent l'imprévisibilité de la situation politique en Ukraine associée à l'évolution des priorités des donateurs. Pour atténuer ces risques, le PAM continuera de renforcer son approche axée sur les partenariats et de plaider pour le maintien de l'accès, conformément aux principes humanitaires d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance opérationnelle. En outre, il continuera de communiquer avec les partenaires et les donateurs, et d'appuyer des solutions communes au sein de la communauté d'aide humanitaire.

Protection

48. Le conflit a affaibli l'état de droit et entraîné de graves violations des droits de l'homme à grande échelle, une accentuation de la violence sexiste, des restrictions au niveau des déplacements et une réduction de l'accès aux prestations sociales. Le PAM continuera de tenir dûment compte des questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection en sélectionnant soigneusement des points de distribution sûrs et en veillant à ce que l'assistance soit fournie en toute sécurité. Le bureau de pays a formé son personnel et ses partenaires aux politiques du PAM relatives à la protection, à la problématique hommes-femmes, ainsi qu'à l'accès et aux principes humanitaires.
49. Le suivi post-distribution montre que les bénéficiaires du PAM n'ont eu aucun problème de sécurité en se rendant sur les points de distribution et en revenant.
50. Le PAM met l'accent sur la protection des femmes et des filles bénéficiant d'une assistance, en faisant participer un grand nombre de femmes aux consultations relatives à la conception et à la mise en œuvre des projets. Pour les activités 3A, les chefs d'équipe seront désignés par les autorités locales et le PAM veillera à ce que des hommes et des femmes soient chargés de la supervision. Un mécanisme de réclamation sera mis en place pour les participants, par le biais de lignes téléphoniques directes gérées par les partenaires coopérants. Des équipes sur le terrain composées à parts égales d'hommes et de femmes assureront le suivi de toutes les activités.

Responsabilité envers les populations touchées

51. Le PAM s'emploie tout particulièrement à atténuer les risques encourus par les hommes, les femmes, les garçons et les filles vulnérables de tous âges. Les contributions apportées par les groupes vulnérables dans le cadre de discussions et les données issues du suivi post-distribution ont été pris en compte lors de l'élaboration de l'IPSR. Des mécanismes ont été mis en place pour recueillir les avis des bénéficiaires par le biais des partenaires coopérants et des détaillants chargés des transferts de type monétaire, afin de veiller à ce que des comptes soient dûment rendus aux populations touchées.

Gestion des risques environnementaux et sociaux

52. Il est primordial de garantir un accès humanitaire constant et sans entrave aux zones non contrôlées par le Gouvernement. Pour atténuer le risque que l'accès soit interrompu, des efforts seront faits pour entretenir une relation de confiance mutuelle avec toutes les parties prenantes et pour développer les partenariats avec les ONG locales. Parmi les risques modérés figure l'insécurité susceptible de régner sur les sites de distribution, qui sera atténuée en sélectionnant soigneusement lesdits sites et en travaillant en coordination avec les autorités locales. Les effets néfastes du changement climatique sur la production agricole représentent un risque environnemental, qui est atténué en renforçant la capacité de tiers à assurer le suivi de la sécurité alimentaire. Le système de suivi de la sécurité alimentaire recueille des données qualitatives sur la façon dont les communautés perçoivent l'insécurité et fournit des renseignements supplémentaires sur la situation dans les zones de conflit. Le personnel du bureau de pays et des antennes sur le terrain se réunit tous les six mois pour étudier le Guide pour la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de catastrophe, et évaluer les facteurs qui ont des incidences sur les opérations du PAM dans l'est de l'Ukraine.
53. Le PAM examinera toutes les activités et les classera en fonction des risques environnementaux qu'elles présentent, en se penchant plus particulièrement sur certaines activités axées sur les moyens d'existence et la création d'actifs. Ces risques peuvent englober la surexploitation des eaux souterraines, la contamination des puits tubulaires et l'érosion des sols.

Sécurité

54. La reprise possible du conflit reste une menace et des mesures d'atténuation sont en place. Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies fournit régulièrement des rapports. Le personnel de terrain analyse également les conditions de sécurité et les évolutions futures possibles dans les régions où le PAM opère. Le PAM a élaboré un plan d'urgence interorganisations en collaboration avec ses partenaires. La zone de projet est actuellement classée au niveau d'insécurité 5, c'est-à-dire qu'elle comporte des risques importants qui peuvent avoir des répercussions sur la mise en œuvre des interventions prévues, sur le personnel et sur les biens. Des plans appropriés sont en place en cas d'incidents inattendus sur le plan de la sécurité, et tous les bureaux de terrain appliquent les normes minimales de sécurité opérationnelles des Nations Unies.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Autres	7 076	6 596 247	
Total des produits alimentaires	7 076	6 596 247	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		1 069 954	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		7 666 201	
Transferts de type monétaire		19 360 000	
Coûts connexes		1 742 400	
Transferts de type monétaire et coûts connexes			21 102 400
Développement et augmentation des capacités			99 589
Coûts opérationnels directs			28 868 190
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			4 539 978
Total des coûts directs du projet			33 408 168
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			2 338 572
COÛT TOTAL POUR LE PAM			35 746 739

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	2 212 515
Agents des services généraux	746 421
Total partiel	2 958 936
Dépenses de fonctionnement et autres	426 759
Dépenses d'équipement	119 750
Sécurité	142 000
Voyages et transport	492 533
Études préalables, évaluations et suivi¹	400 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	4 539 978

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II

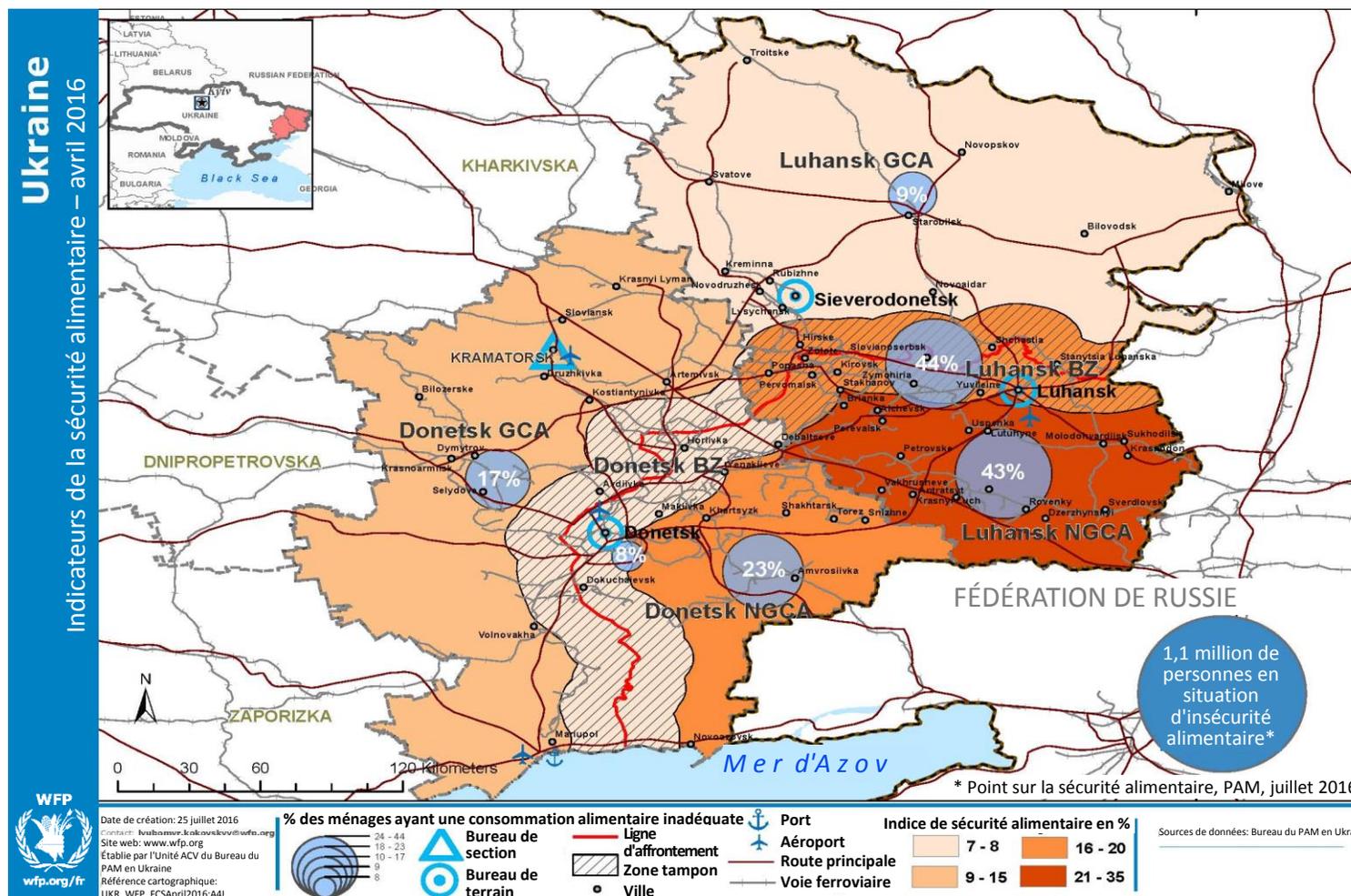
CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences.	C.1.1. Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance) C.1.2. Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes	La mise en place d'une ligne téléphonique directe du PAM présente un bon rapport coût-efficacité et les personnes l'utilisent pour faire des réclamations et donner leur avis en retour.
C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité.	C.2.1. Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection	L'accès aux points de distribution est sûr. Il ne se produit aucune vague de violence ni d'autres crises.
C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM.	C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)	Les femmes sont disposées à occuper des postes de décision dans leur communauté. Les comités de gestion des vivres comptent des femmes parmi leurs membres.
Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation		
Résultat stratégique 1 – Chacun a accès à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2)		
Catégorie d'effets directs stratégiques		
1.1 Maintien/amélioration de l'accès des ménages à une alimentation suffisante	1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille 1.1.2 Indice des stratégies de survie (produits alimentaires) 1.1.2 Indice des stratégies de survie (moyens d'existence) 1.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation	Les bénéficiaires achètent des aliments complémentaires nutritifs pour enrichir leur alimentation avec l'argent qu'ils ont économisé grâce aux transferts de vivres ou de type monétaire assurés.

CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
		<p>La production locale et les conditions économiques garantissent la disponibilité d'aliments complémentaires sur les marchés.</p> <p>Les conditions de sécurité permettent aux personnes d'accéder de manière stable à l'assistance alimentaire et aux aliments d'appoint sur les marchés ou grâce à leur propre production.</p> <p>Les conditions de sécurité et l'accessibilité s'améliorent dans les zones difficiles d'accès.</p> <p>Des partenaires appropriés sont sélectionnés pour assurer la mise en œuvre et sont disponibles pour appuyer les interventions du PAM.</p> <p>Les niveaux de financement sont suffisants pour prévenir les ruptures de la filière d'approvisionnement.</p>
Catégorie de produits		
A1. Ressources non assorties de conditions transférées	<p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits</p> <p>A.2 Quantité de produits alimentaires fournis</p> <p>A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés</p> <p>A.4 Valeur totale des bons (exprimée en produits alimentaires/espèces) échangés par les bénéficiaires ciblés</p> <p>A.7 Nombre de détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire</p>	
A2. Ressources assorties de conditions transférées	<p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits</p> <p>A.2 Quantité de produits alimentaires fournis</p>	

CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés A.4 Valeur totale des bons (exprimée en produits alimentaires/espèces) échangés par les bénéficiaires ciblés A.7 Nombre de détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire	
C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées	C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées	Les compétences techniques et les partenaires nécessaires sont disponibles.
D. Actifs créés	D.1 Nombre d'actifs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblés, par type et unité de mesure	Les compétences techniques et les partenaires nécessaires sont disponibles.
Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD		
Résultat stratégique 5: Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (cible 9 de l'ODD 17)		
Catégorie de produits		
5.1 Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel	5.1.1 Score de capacité Faim zéro	Des partenaires compétents sont disponibles pour appuyer les interventions du PAM. Les conditions de sécurité et l'accessibilité s'améliorent dans les zones difficiles d'accès. Les niveaux de financement sont suffisants pour prévenir les ruptures de la filière d'approvisionnement.
C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées	C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées	Les compétences techniques et les partenaires nécessaires sont disponibles.

ANNEXE III

Niveaux de sécurité alimentaire, Ukraine



GCA: Zone contrôlée par le Gouvernement
 NGCA: Zone non contrôlée par le Gouvernement
 BZ: Zone tampon

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ANNEXE IV: PLAN DE HIÉRARCHISATION DES PRIORITÉS			
Activité	Bénéficiaires		Explication de la modification de l'intervention
	Besoins prévus	Plan fondé sur les ressources	
Objectif stratégique 1			
Assistance alimentaire générale	70 000 12 cycles d'assistance mensuelle	70 000 Réduire le nombre de cycles d'assistance	<p>L'assistance alimentaire sera distribuée sans conditions à 70 000 personnes vulnérables extrêmement nécessiteuses et jugées gravement exposées à l'insécurité alimentaire – principalement les ménages vivant dans la zone non contrôlée par le Gouvernement et la zone tampon, où l'accès aux marchés reste limité.</p> <p>Critères de priorité:</p> <ol style="list-style-type: none"> personnes âgées vivant seules; personnes âgées vivant en couple – les personnes âgées vivant dans des ménages plus grands ne devraient pas être incluses; femmes seules avec enfants, y compris les femmes divorcées ou séparées; et personnes handicapées et atteintes de maladies chroniques. <p>En fonction des ressources:</p> <ul style="list-style-type: none"> Priorité sera donnée aux zones présentant les niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Les critères de priorité retenus par l'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité du PAM sont appliqués. Les cycles de distribution sont réduits. Le nombre de bénéficiaires est réduit, la priorité allant aux personnes les plus vulnérables.
3A/AAF	50 000 participants (150 000 bénéficiaires)	25 000 participants (75 000 bénéficiaires)	<ul style="list-style-type: none"> 50 pour cent des besoins prévus seront couverts par des activités d'appui aux moyens d'existence. Priorité sera donnée aux zones offrant des possibilités de collaboration avec les partenaires et où des opérations peuvent être menées.

Listes des sigles utilisés dans le présent document

3A	assistance alimentaire pour la création d'actifs
AAF	assistance alimentaire pour la formation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SCOPE	système de gestion des opérations en espèces
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance